

Ni amendable, ni négociable, le Projet Macron-Delevoye doit être retiré ! **Généralisons la grève !**

Jeudi 5 décembre 2019, les salariés se sont massivement mobilisés par la grève et les manifestations contre le projet MACRON-DELEVOYE de Régime universel de retraites par points... Depuis cette mobilisation n'a pas faibli et dans de nombreux secteurs la grève a été reconduite...

Face à cette mobilisation, le gouvernement multiplie les déclarations et tente de diviser les salariés. En réalité, le gouvernement, effrayé par l'ampleur de la mobilisation, multiplie les palinodies et se lance dans une entreprise démagogique pour vendre son projet de destruction des retraites ! Les annonces d'Edouard PHILIPPE du mercredi 11 décembre, loin de rassurer les salariés confirment les objectifs de cette réforme :

- Reculer l'âge de départ à la retraite...
- Baisser les pensions
- Pulvériser tous les régimes de retraites et par là-même remettre en cause la répartition et la solidarité intergénérationnelle et ouvrir la voie à la capitalisation

**Le gouvernement poursuit les « fake news » et la mauvaise communication !
Les annonces du 1er ministre... c'est ... rien de nouveau ...
et le pire qui toujours annoncé !**



Le faux problème du financement des retraites...!

Comme ses prédécesseurs, pour justifier sa réforme, le gouvernement tente d'affoler l'opinion publique en pronostiquant des déficits astronomiques...

Au demeurant, il faut remarquer que les « experts » ne sont pas très précis et tablent sur un déficit compris entre 8 milliards et 17 milliards d'€ en 2025 (ce qui représente pour le déficit le plus élevé 0,7 % du PIB !)

Ce prétendu déficit est estimé à partir de l'application stricte de la politique gouvernementale : blocage des salaires, réduction du nombre d'agents dans la Fonction publique, maintien d'un chômage à presque 9 % de la population active...

En 1980, les salariés devaient travailler 10 jours pour financer les dividendes versées aux actionnaires... En 2019, ils doivent travailler 49 jours !

Cette année, la France continue de battre des records en matière de dividendes versés aux rentiers et aux financiers : plus de 51 milliards de dollars (presque 50 milliards d'€).

Les exonérations sociales et fiscales accordées aux patrons dépassent les 71 milliards d'€ pour 2020 et l'on s'effraie d'un déficit prévisionnel de 8 à 17 milliards en 2025 ???

La règle d'or : la baisse programmée de toutes les pensions !

Le gouvernement annonce sa volonté de respecter la « règle d'or » imposée par l'Union européenne et de rester en dessous de 14 % du PIB pour la part consacrée aux retraites, voire même de la diminuer... Dans le même temps, le gouvernement pour justifier sa réforme, nous explique que le nombre de retraités va augmenter.

Pas la peine d'avoir fait l'ENA ou Sciences Po, le calcul est assez simple : avec plus de retraités pour un même niveau de recettes et de dépenses, les montants de nos retraites ne pourront que baisser !



